

FSE : passer de la parole aux actes

Franco Russo

Ancien député au parlement italien, membre du Forum Social Européen et de Transform ! Italie.

1. Le VI^e forum social européen qui s'est tenu à Istanbul a confirmé que le FSE est le seul espace supranational public où de nombreux sujets—sociaux, syndicalistes, ONG, associatifs et représentants individuels des forces politiques—peuvent se rencontrer pour dialoguer et débattre des principales questions mondiales et européennes; des réseaux lui permettent également d'organiser des campagnes.

Mais on doit constater qu'il est difficile d'élaborer un agenda commun pour affronter les problèmes les plus importants provoqués par les politiques gouvernementales et les élites sociales et économiques. Celles-ci se saisissent de la crise financière et économique pour relancer le capitalisme mondial par des mesures qui frappent durement la société, en particulier la classe ouvrière, les jeunes, les migrants. Les salaires, les pensions, la précarisation permanente du travail, les coupes dans les services sociaux subissent les conséquences directes de budgets publics «sains» et de la concurrence mondiale. Dans le même temps, une politique de «déficit» a servi à renflouer les banques et les institutions financières. Judith Delheim a décrit la situation en ces termes: «Aujourd'hui, nous sommes confrontés aux répercussions des crises sur les conditions de vie humaine—des crises financières aux crises économiques, crises structurelles à long terme aussi bien que crises alimentaire, énergétique et environnementale de la crise mondiale de reproduction. Les dirigeants de notre société et du monde traitent ces crises d'une manière qui renforce les divisions sociales et mondiales et qui est loin de répondre aux exigences

écologiques et souvent même les contredit. Avant tout, il s'agit d'accroître la domination sur les pays du Sud et de pacifier et maintenir l'Europe de l'Est à un niveau social discriminatoire minimum.»

2.

Les prémices de la crise ont été «la peur du travailleur» et «l'endettement du consommateur», que décrit l'économiste italien Riccardo Bellofiore. Aujourd'hui, la crainte du travailleur s'accroît et le consommateur s'appauvrit encore parce que les gouvernements utilisent l'argent public pour soutenir les banques et le système financier. La politique budgétaire vient en aide aux entreprises et cherche à sauvegarder le bilan comptable des banques ; dans le même temps, on réduit les services publics. Dans les entreprises et sur le marché du travail, on contraint les travailleurs à accepter de nouveaux sacrifices pour accroître leur compétitivité sur le marché mondial et on les dresse les uns contre les autres (la situation des travailleurs de Fiat de Pomigliano en est un exemple manifeste).

C'est pourquoi nous devons combattre les politiques menées par les gouvernements et les entreprises afin de modifier la logique et les objectifs budgétaires et de nous opposer aux baisses de salaires et à l'aggravation des conditions de travail.

Un autre budget est possible pour faire face à la crise écologique et sociale (Elisabeth Gauthier). Les biens communs (climat, eau, énergie, terre), les revenus (salaires, revenu de base, pensions), les droits sociaux, sont au cœur d'un agenda alternatif possible qui devrait aussi avoir comme perspective la propriété publique des banques et le contrôle démocratique de la BCE.

3.

Jusqu'à présent nous n'avons pas su définir et appliquer notre agenda. Nous ne savons pas articuler les campagnes et les luttes pour nous opposer aux politiques capitalistes et gouvernementales. Au dernier FSE, nous n'avons pas su proposer un agenda commun, et les différentes assemblées n'ont pas permis d'élaborer une stratégie commune.

En pratique, le passage de la «parole aux actes» n'a pas eu lieu au niveau européen. Les réseaux souffrent d'une «maladie de la parole»; nous nous rencontrons pour organiser d'autres rencontres encore, et encore... Ce n'est pas le fait du hasard si le seul rendez-vous pris à Istanbul a été celui du 29 septembre (et la période environnante) qui a été lancé par la CES et n'a pas été débattu au sein du FSE.

4.

La Charte pour une autre Europe a été l'un des réseaux du FSE les plus utiles pour s'opposer au traité constitutionnel et soutenir les luttes contre la

signature du Traité par les gouvernements. *La Charte des principes* a fait la synthèse des grandes valeurs communes autour desquelles il aurait été possible d'organiser des campagnes—pour la paix et les droits des peuples, la citoyenneté de résidence, les droits des travailleurs et les droits sociaux, les biens communs, les droits individuels et collectifs afin de construire une démocratie constitutionnelle européenne. Mais le réseau de la Charte n'a pas su traduire les questions d'ordre général en propositions particulières autour desquelles nous pourrions construire des « coalitions renforcées ».

Selon moi, il est temps de construire ces « coalitions renforcées » pour établir et réaliser l'agenda altermondialiste en précisant les programmes, les calendriers, les forces (organisées en coalitions) qui peuvent le mettre en œuvre.

Le réseau de la Charte peut faire avancer certains points de ce programme, notamment :

1. la citoyenneté européenne de résidence qui implique des droits civils, sociaux et politiques pour tous (autochtones et non autochtones) ;
2. les droits des travailleurs et les droits sociaux (lutte contre le *dumping* social et pour la hausse des salaires dans toute l'Europe ; garantie de la démocratie syndicale afin que les travailleurs puissent se prononcer sur les conventions collectives ; mise en place d'un revenu minimum pour lutter contre la précarisation, droit à la santé, à l'éducation, à une pension pour tous...) ;
3. la gestion sociale des biens communs (climat, eau, énergie, agriculture et gestion du territoire) avec comme axe une nouvelle économie durable et une nouvelle démocratie publique ;
4. la propriété publique des banques et de la BCE afin de garantir leur contrôle démocratique ;
5. un budget public européen pour contribuer à la construction d'une société socialement juste et écologiquement durable.

Je pense qu'au sein du FSE, en tant qu'espace public européen, il est possible de discuter et d'élaborer des programmes communs et d'organiser différentes coalitions pour les mettre en œuvre.